

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/SCM/W/495**

22 février 2002

(02-0922)

**Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## **QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE RENVOYÉES AU COMITÉ PAR LES MINISTRES**

Examen par le Comité SMC des dispositions de l'Accord sur les subventions et  
les mesures compensatoires concernant les enquêtes en matière  
de droits compensateurs

Communication des Communautés européennes

La délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 22 février 2002.

Comme cela a été évoqué durant la réunion informelle du Comité le 16 décembre 2001, les Communautés européennes formulent les questions ci-après concernant certains points des communications présentées par le Brésil (G/SCM/W/464) et l'Inde (G/SCM/W/462). Les Communautés européennes rappellent que ces questions sont posées uniquement pour des raisons de clarification et ne préjugent pas de leur position sur le fond des communications.

### **Thème 2: Données de fait disponibles**

- Introduire des dispositions concernant l'utilisation des "données de fait disponibles" semblables à celles de l'Annexe II de l'Accord antidumping (Brésil)
- Préciser que tous les renseignements vérifiables et communiqués en temps utile devraient être pris en considération et que si une partie des renseignements n'est pas vérifiable ou n'a pas été transmise à temps, les données de fait disponibles peuvent être utilisées pour cette partie des renseignements (Inde)

### **Question des CE:**

**1. Le Brésil et l'Inde pourraient-ils préciser si de telles modifications auraient une incidence sur les directives que doivent suivre les autorités chargées des enquêtes qui sont énoncées aux Annexes II et III de l'Accord SMC, en particulier en ce qui concerne les dispositions qui font passer la charge de la preuve aux pouvoirs publics du pays exportateur (par exemple, Annexe II, section II, paragraphe 2 de l'Accord SMC)?**

### **Thème 4: Procédures de réexamen**

- Introduire une disposition prévoyant une évaluation du degré de soutien apporté aux demandes de réexamen (Brésil)

**Questions des CE:**

**2. Le Brésil estime-t-il que pour les réexamens au titre de l'expiration des mesures, bien que l'article 21.3 de l'Accord SMC prévoie déjà qu'une demande doit être présentée "par la branche de production nationale ou en son nom", il n'est pas nécessaire de se conformer à l'obligation de représentativité étant donné que l'article 21 ne fait pas expressément référence à l'article 11.4 de l'Accord SMC, qui contient une définition de l'expression "par la branche de production nationale ou en son nom"?**

**3. S'agissant des réexamens intermédiaires au titre de l'article 21.2, toute partie intéressée peut formuler une demande. Comment le Brésil répondrait-il à l'argument selon lequel une obligation de représentativité qui viserait uniquement les producteurs nationaux et non les exportateurs et les importateurs serait discriminatoire?**

- Détailler des dispositions de l'article 19.3 en ce qui concerne le réexamen accéléré pour les nouveaux exportateurs (Brésil)

**Question des CE:**

**4. Le Brésil pourrait-il expliquer de quelle manière les dispositions de l'article 19.3 de l'Accord SMC devraient être "détaillées"?**

- Examiner la nécessité de maintenir la mesure si des données positives sont communiquées concernant un vice de procédure ou une erreur d'appréciation flagrante commise par les autorités chargées de l'enquête (Inde)

**Questions des CE:**

**5. L'article 23 de l'Accord SMC prévoit déjà une révision judiciaire dans le cadre de laquelle il est possible d'obtenir réparation dans les circonstances citées par l'Inde. Prière d'expliquer pourquoi une mesure corrective additionnelle est nécessaire en vertu de l'Accord SMC.**

**6. L'Inde pourrait-elle expliquer pourquoi il serait souhaitable d'adresser les demandes d'examen des vices de procédure à l'entité même qui en est prétendument à l'origine?**

- Clarifier les dispositions de l'article 21.2 de manière à prévoir l'ajustement automatique des droits compensateurs pour des régimes qui ont été abandonnés (Inde)

**Questions des CE:**

**7. Un ajustement automatique serait-il uniquement nécessaire en cas d'évolution des circonstances résultant d'un changement permanent des circonstances en ce qui concerne le subventionnement?**

**8. L'Inde pourrait-elle indiquer si l'ajustement automatique serait également requis si l'exportateur bénéficiait non pas du régime initial mais d'un régime qui n'a pas été examiné dans le cadre de l'enquête initiale?**

**9. Cet ajustement automatique concernerait-il également les situations faisant intervenir de nouveaux régimes et des augmentations des subventions?**

**10. L'Inde pourrait-elle expliquer pourquoi les procédures de réexamen au titre de l'article 21.2 ne permettraient pas de traiter suffisamment cette question?**

**Thème 5: Définition de la branche de production nationale et analyse relative au dommage**

- Préciser le sens du membre de phrase "proportion majeure de la production nationale totale", et indiquer si la pratique consistant à circonscrire la définition de la branche de production nationale aux producteurs qui ont appuyé la demande ne pourrait pas être assimilée à une interprétation inadmissible du critère relatif à la proportion majeure (Inde)

**Question des CE:**

**11. L'Inde pourrait-elle indiquer dans quels cas il était considéré que l'obligation de la proportion majeure était respectée uniquement en tenant compte du soutien apporté à la demande de réexamen et indépendamment de la question de savoir si elle était effectivement respectée?**

- Aux fins de la détermination de la similarité des produits, il conviendrait de prendre en considération la nature différenciée des produits, même lorsque leurs caractéristiques se ressemblent étroitement, entre autres choses, de la comparabilité des prix, de la substituabilité des produits et de la question de savoir s'ils sont en concurrence directe (Inde)

**Question des CE:**

**12. L'Inde estime-t-elle que les questions de la comparabilité des prix, de la substituabilité des produits et de la relation de concurrence doivent être prises en compte pour déterminer si des produits ont des "caractéristiques se ressemblant étroitement"? Ou ces questions devraient-elles être considérées comme des conditions venant s'ajouter aux prescriptions déjà énoncées dans la note de bas de page 46 de l'Accord SMC aux fins de la détermination de la "similarité" des produits?**

---